

REGLEMENT DE LA CONSULTATION – PHASE CANDIDATURES

**MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE
PASSÉ EN PROCÉDURE AVEC NEGOCIATION**

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
EXPLOITATION CVC OPTIMISEE
N° 2025950MAPI018**

Date limite de dépôt des candidatures :

04 Mars 2025 avant 12 h 00

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	4
2 - Etendue de la consultation.....	4
2.1 - Mode de passation.....	4
2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature.....	5
2.3 - Type d'accord-cadre	5
2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3 - Conditions de la consultation.....	6
3.1 - Délai de validité des offres.	6
3.2 - Groupement d'entreprises.....	6
4 - Remise du DCE.....	6
5 - Présentation des candidatures.....	6
5.1 – Compétences de l'équipe	7
5.2 - Documents et pièces à produire	7
5.3 - Visite sur site	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Copie de sauvegarde	9
7 - Sélection des candidatures.....	9
7.1 - Sélection des candidatures.....	9
7.2 - Suite à donner à la consultation.....	10
8 - Renseignements complémentaires.....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
8.2 - Procédure de recours.	10

AIDE A LA DEMATERIALISATION

La procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée.

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) est réalisé électroniquement via le site www.marches-publics.gouv.fr ; renseignez une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques.

L'acte d'engagement sera transmis uniquement au futur titulaire et devra être signé en original, soit en signature manuscrite, soit en signature électronique (une signature manuscrite scannée n'est pas une signature électronique valable).

Concernant l'utilisation de la plateforme en ligne, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des candidatures ;
- compte-tenu du temps de transfert, il est fortement conseillé de prévoir un délai de téléchargement du dossier de réponse. Le téléchargement la veille de la date limite est une bonne pratique.

Contenu du dossier de la consultation :

- ☒ Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe présentation des candidatures
- ☒ Notice programmatique
- ☒ Les plans d'implantations des campus
- ☒ Listing des sites

1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) à une exploitation CVC optimisée.

Les missions sont :

- Le suivi de la fin du contrat actuel d'exploitation CVC, avec une assistance technique et administrative et financière complète, pour préparer la transition entre les deux périodes contractuelles d'exploitation,
- L'évaluation de la performance d'exploitation actuelle et des besoins pour poursuivre son optimisation, pour permettre d'établir des scénarii d'exploitation selon les contraintes et opportunités identifiées, et de définir des objectifs d'exploitation spécifiques et adaptés à l'Université,
- La rédaction d'un marché d'exploitation optimisé, ambitieux et adapté à l'établissement, respectant les exigences et orientations particulières de l'Université,
- Le démarrage de la nouvelle période d'exploitation en mettant en place un suivi optimisé et une méthodologie adaptée à l'atteinte des objectifs retenus,
- Le suivi d'exploitation du marché actuel et futur en cherchant à atteindre les objectifs visés.

Adresse de livraison : l'ensemble des sites de l'Université de Caen dont la liste est disponible ici : <https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

2 - Etendue de la consultation

2.1 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-3-1 et R2124-3 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'une procédure restreinte : après analyse des compétences, références et moyens des candidats, et en application des critères de sélection définis à l'article 7 du présent RC, **4 candidats** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats) seront sélectionnés et admis à participer à la phase offres. Le dossier de consultation de la phase offres sera alors mis à disposition des candidats retenus.

Cette procédure se déroule en 4 phases :

- Phase 1 : Sélection des candidatures et choix des 4 candidats admis à remettre une offre
- Phase 2 : Remise du DCE – phase offres et invitation des candidats admis à déposer leur offre (date prévisionnelle – mars/avril 2025)
- Phase 3 : Analyse des offres et négociations
- Phase 4 : Examens des offres finales et attribution du marché (date prévisionnelle juillet 2025)

2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature

Le marché est décomposé comme suit :

Code CPV	Désignation du code CPV	Tranche ferme	Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 2
71300000	Services d'ingénierie	X	X	x

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lots entraînerait une complexité de gestion accrue et risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

2.3 - Type d'accord-cadre

Sans objet

2.3.1 - Prestations supplémentaires éventuelles

Dans le dossier de consultation de la phase offres, l'Université se réserve le droit d'inclure des prestations supplémentaires éventuelles.

2.3.2 - Variantes

La consultation présente des variantes obligatoires. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au règlement de la consultation.

1 variante obligatoire = étude de faisabilité et scénarii d'intégration de la chaufferie biomasse et de son réseau de chaleur dans le marché d'exploitation CVC (les modalités seront décrites dans le futur RC offres).

2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Tranche(s)	Désignation	Délai	Date de début	Date de fin
TF	Suivi contrat d'exploitation en cours et aide à la passation du marché exploitation maintenance et suivi	3 ans	01/09/2025	31/08/2028
TO1	Suivi d'exécution contrat d'exploitation en cours	1 an	01/09/2028	31/08/2029

TO2	Suivi d'exécution du contrat d'exploitation en cours	1 an	01/09/2029	31/08/2030
-----	--	------	------------	------------

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Groupement d'entreprises

Le marché peut être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature.

Il n'est pas autorisé aux candidats de présenter plusieurs offres pour un marché en agissant à la fois en qualité de mandataire d'un groupement et en qualité de co-traitant d'un ou plusieurs groupements. Il est admis à un candidat d'être membre de plusieurs groupements à la condition de ne pas être mandataire de l'un d'eux.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou conjoint avec mandataire désigné. Le groupement conjoint sans mandataire n'est pas autorisé.

La répartition financière des prestations par cotraitant sera indiquée dans l'annexe prévue à cet effet, et les documents demandés (RIB, Kbis, attestation d'assurance) seront joints à l'offre pour chaque cotraitant.

4 - Remise du DCE

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivant : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

5.1 – Compétences de l'équipe

Les compétences des candidats devront être suffisantes pour assurer la bonne exécution de la mission, notamment dans les domaines suivants :

- AMO en exploitation et maintenance,
- AMO en maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance, évaluation du coût global,
- AMO mise en place d'une gestion technique centralisée
- AMO mise en place d'une GMAO,
- Audit énergétique des bâtiments tertiaires et/ou habitations collectives,
- Etude de la performance énergétique dans le traitement climatique des bâtiments,
- Etude d'installations courantes et complexes de chauffage et de VMC,
- Etude de systèmes et réseaux courants et complexes d'informatique et de communication

5.2 - Documents et pièces à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) – Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation	NON
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1)	NON
Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail (DC1)	NON
Attestations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente	NON
Extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription	NON
Pour les candidats étrangers, attestations équivalentes délivrées par les autorités compétentes. Si ces documents ne sont pas en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté	NON
Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article R. 324-4	OUI *

* : signature manuscrite scannée acceptée

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent)	NON
En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet	NON
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cas d'entreprise créée depuis moins de 3 ans	NON

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années	NON
Des références pour des missions de même nature sur les 3 dernières années faisant apparaître le montant en € HT, la date, la surface et les coordonnées du responsable de la Maîtrise d'ouvrage	NON
Le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations de même nature	NON

En cas de groupement, le groupement fournit le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ;

Il produit pour chacun de ces opérateurs les mêmes documents qui sont exigés du candidat au titre de la candidature.

Nota 1 : le candidat devra impérativement compléter et transmettre le cadre de candidature joint au présent dossier de consultation et reprenant les éléments demandés au point 5 du présent article.

Nota 1 : Les critères d'attribution des offres seront indiqués dans le dossier de consultation qui sera remis aux 4 candidats sélectionnés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

5.3 - Visite sur site

Les modalités de la visite sur sites seront décrites dans le futur RC – Phase offres.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document via la plateforme de dématérialisation PLACE www.marches-publics.gouv.fr

6.1 - Transmission électronique

La transmission électronique des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.2 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais indiqués ci-dessus, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier à l'adresse suivante :

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Esplanade de la Paix

CS 14032

14032 Caen CEDEX 5

Ou par voie dématérialisée à l'adresse mail : marches.publics@unicaen.fr

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique.

- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

7 - Sélection des candidatures

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	Pondération
Adéquation de l'équipe proposée avec les compétences décrites à l'article 5.1 du présent RC (fournir des CV, qualifications, etc ...) et description de la mise en œuvre de ces compétences par les membres de l'équipe	40
Garanties techniques et financières de l'équipe proposée pour assurer la mission	20

Références en adéquation avec les compétences décrites à l'article 5.1 du présent RC et/ou avec un périmètre comparable de celui de la mission (technicité, typologie, dimensions, etc ...)	40
---	----

Les critères seront analysés de la manière suivante :

- sans précision : 0% des points
- insuffisant : de 1 à 25% des points
- moyen : de 26% à 50% des points
- bon : de 51% à 75% des points
- optimisé : de 76% à 100% des points

Les 4 candidats sélectionnés, en application des critères de sélection (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats). seront destinataires du dossier de consultation de la phase offres et invités à proposer une offre.

7.2 - Suite à donner à la consultation

La candidature la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

8.2 - Procédure de recours.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA, et dès la signature du contrat dans un délai : 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. L'acheteur a donc intérêt à publier un avis d'attribution le plus rapidement possible après la notification du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen
3 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES CEDEX

ANNEXE 1 – FICHIER EXCEL A REMPLIR PAR LES CANDIDATS

Tableau Excel "Cadre de candidature.xls" permettant aux candidats de renseigner les données relatives à leurs capacités professionnelles, techniques, économiques et financières.